



FRANÇAIS

Mémoire en faveur de la reconnaissance et de la protection du titre de criminologue au Nouveau-Brunswick

Organisme : Association professionnelle de criminologie du Nouveau-Brunswick (APCNB)

Version : 1.0 **Adopté le :** 2 juin 2026

Mémoire soumis respectueusement par l'Association professionnelle de criminologie du Nouveau-Brunswick (APCNB) à l'appui de la reconnaissance et de la protection du titre de « criminologue » au Nouveau-Brunswick.

Sommaire

Au Nouveau-Brunswick, toute personne peut aujourd'hui se présenter comme « criminologue », sans formation reconnue ni encadrement déontologique. L'APCNB propose une **protection du titre**, assortie de normes de compétence, d'un code de déontologie et d'un mécanisme de traitement des plaintes, afin de **protéger le public** — sans empiéter sur les professions déjà réglementées. Le présent mémoire expose le contexte, la justification fondée sur la protection du public, et un modèle adapté au Nouveau-Brunswick et à son caractère bilingue.

1. Présentation de l'APCNB

L'APCNB est une association professionnelle sans but lucratif, bilingue, qui regroupe les criminologues du Nouveau-Brunswick. Elle s'est dotée de statuts et règlements, d'un code de déontologie, de catégories d'adhésion, d'une politique de formation continue, d'une politique de traitement des plaintes et d'une norme de champ d'exercice. L'Association est ainsi déjà structurée pour assumer un rôle d'encadrement.

2. Contexte et problématique

- Le titre de « criminologue » n'est protégé par aucune loi au Nouveau-Brunswick : n'importe qui peut l'utiliser.
- Aucune norme de formation ni de conduite ne s'impose actuellement à ceux qui s'en réclament.
- Le public, les employeurs et les tribunaux n'ont aucun moyen fiable de vérifier la compétence d'une personne qui se dit criminologue.
- Aucun recours n'existe contre une personne non membre qui exercerait de façon préjudiciable.
- Le nombre de diplômé-es en criminologie au Nouveau-Brunswick justifie un encadrement clair de la profession.

3. La protection du public — fondement de la démarche

Le seul fondement légitime de l'encadrement d'une profession est la protection du public. Les criminologues interviennent auprès de personnes vulnérables — personnes victimes, personnes contrevenantes, adolescents — et éclairent des décisions ayant des conséquences importantes (évaluation du risque, réinsertion, programmes correctionnels). Des normes de compétence et un mécanisme de reddition de comptes protègent les personnes servies et renforcent la confiance du public.



4. Le criminologue : définition et champ d'exercice

Le criminologue étudie le phénomène criminel, la victimisation et le système de justice, et applique ces connaissances à la prévention, à l'évaluation et à l'accompagnement des personnes en contact avec la justice, ainsi qu'à la recherche et au conseil. Son champ est défini par la compétence et le domaine de la justice; il ne pose pas d'actes cliniques réservés à d'autres professions. Le champ détaillé figure dans la Norme de champ d'exercice de l'APCNB.

5. Complémentarité avec les professions réglementées

La présente démarche ne vise aucun empiètement. Le criminologue défère aux professions réglementées du Nouveau-Brunswick : le **travail social** (NBASW / ATSNB), le **counseling thérapeutique** (College of Counselling Therapists of N.B.), la **psychologie** (College of Psychologists of N.B.), le **droit** (Barreau) et la **médecine**. L'APCNB souhaite collaborer avec ces organismes et inscrire un devoir de référence dans sa déontologie, ce qui est déjà fait.

6. Contexte canadien et précédents

Le Québec reconnaît le criminologue comme profession à titre réservé depuis 2015 (Ordre professionnel des criminologues du Québec). Le Nouveau-Brunswick a, pour sa part, reconnu récemment plusieurs professions des relations humaines : le counseling thérapeutique (loi en vigueur en 2017), la psychologie et le travail social (loi de la NBASW, 2024). La province s'est aussi dotée d'un régime de protection des titres en services financiers. Il existe donc des précédents clairs et un cadre éprouvé.

7. Modèle proposé pour le Nouveau-Brunswick

1. Protéger le titre de « criminologue » (et l'abréviation « crim. ») par voie législative.
2. Privilégier la voie d'un projet de loi d'intérêt privé déposé à l'Assemblée législative, comme pour le travail social, la psychologie et le counseling thérapeutique.
3. À titre de variante progressive, envisager un régime de protection du titre (sur le modèle des planificateurs financiers) avec un organisme de reconnaissance des titres.
4. Confier à l'APCNB l'établissement et le maintien des normes d'admission, de déontologie, de formation continue et de traitement des plaintes — déjà en place.
5. Garantir la prestation des services et de l'encadrement dans les deux langues officielles.
6. Prévoir une période de transition et une concertation avec les ordres existants.

8. Bénéfices attendus

- Protection accrue du public et des personnes vulnérables.
- Clarté pour les employeurs, les tribunaux et les partenaires.
- Normes de compétence et de conduite vérifiables.
- Services offerts dans les deux langues officielles.
- Complémentarité, et non concurrence, avec les professions réglementées.
- Aucun coût pour les contribuables : l'encadrement est financé par les cotisations des membres.

9. Recommandations

1. Que le gouvernement reconnaisse le criminologue comme profession à titre protégé au Nouveau-Brunswick.



2. Que le titre « criminologue » et l'abréviation « crim. » soient réservés aux personnes répondant aux normes établies.
3. Que l'APCNB (ou un organisme désigné) soit responsable des normes d'admission, de déontologie et de traitement des plaintes.
4. Que le champ d'exercice soit défini par la compétence, en complémentarité avec les professions réglementées.
5. Qu'une période de transition et une consultation des ordres concernés soient prévues.

10. Conclusion

L'APCNB remercie le gouvernement de l'attention portée au présent mémoire. L'Association est prête à collaborer avec les autorités et les ordres professionnels pour mettre en place un encadrement qui protège le public, valorise la profession et respecte le caractère bilingue du Nouveau-Brunswick.

La présidence — APCNB

Le secrétariat — APCNB

Document de travail soumis à des fins de consultation. Il devrait être finalisé avec un conseiller juridique du Nouveau-Brunswick et validé par le conseil d'administration avant tout dépôt officiel.